

Dossier

Lueur d'espoir pour les droits sexuels et reproductifs des femmes au Honduras



Marche des femmes en 2022 contre la violence à l'égard des femmes au Honduras ©PBI Suisse

Le 8 mars 2023, la présidente du Honduras Xiomara Castro a signé un décret autorisant la contraception d'urgence, mettant fin à quatorze années de prohibition de ce médicament pour les femmes et filles honduriennes. Il s'agit d'un pas en avant notable dans un pays marqué par de récentes politiques restrictives en termes de droits sexuels et reproductifs, et par une interdiction totale de l'avortement.

Le Honduras possède des lois sur l'avortement parmi les plus strictes au monde. Les droits restrictifs en matière de procréation et d'avortement dans le pays perpétuent la violence à caractère sexiste et limitent l'action des femmes, entravant ainsi la réalisation des objectifs de l'agenda « Femmes, paix et sécurité ». Face au recul observé des droits reproductifs, au Honduras mais également dans d'autres pays, il est essentiel que la communauté internationale priorise la protection de ces droits nécessaires.

Au Honduras, l'interruption volontaire de grossesse est interdite par la constitution depuis 1982 et est pénalement répréhensible sous toutes ses formes depuis 1997 avec des peines pouvant aller jusqu'à dix années de prison. Tandis que l'avortement légal, libre et sûr représente un enjeu majeur dans les agendas des défenseur·euses des droits des femmes d'Amérique latine, le parlement hondurien a approuvé le 21 janvier 2021 une réforme constitutionnelle visant à « graver dans le marbre » – selon les termes utilisés par une députée de l'opposition – l'interdiction totale de l'avortement. Le parlement a inscrit dans la Constitution nationale la prohibition totale de l'interruption volontaire de grossesse, même en cas de viol, d'inceste, de malformation du fœtus ou de risque pour la vie ou la santé de la femme. Ce nouvel article ne pouvant être modifié que par trois quarts des membres du parlement et ne pouvant être abrogé ou modifié par une règle constitutionnelle postérieure, l'avenir du droit à l'avortement et de la santé et du droit des femmes en matière de sexualité reproductive inquiète. Le Honduras est l'un des six pays de la région, avec le Salvador, Haïti, la République Dominicaine, le Nicaragua et le Suriname à totalement interdire l'avortement.

Une atteinte à la santé et aux droits des femmes

En plus de priver les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux à la santé sexuelle et reproductive, l'interdiction de l'avortement met en danger la santé des femmes. En effet, cette mesure n'a pas pour autant mis fin aux avortements : les Nations Unies estiment qu'entre 50'000 et 80'000 avortements clandestins sont pratiqués encore chaque année au Honduras. Ces interruptions de grossesse pratiquées dans des conditions dangereuses constituent l'une des causes principales, mais largement évitables, de mortalité et morbidité maternelles.

Quel futur pour les droits en matière de santé des femmes au Honduras ?

Dans ce contexte, la marge de manœuvre de la présidente Xiomara Castro pour améliorer les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive paraît limitée. Toutefois, le décret signé par la présidente hondurienne le 8 mars 2023 autorisant la contraception d'urgence a inversé la tendance et laisse entrevoir une lueur d'espoir. De surcroît, le nouveau gouvernement a fait part de sa volonté de dépénaliser l'avortement en cas de viol ou d'inceste, de danger pour la santé de la femme ou de malformation sévère du fœtus, mais doit trouver des alliances au sein du parlement pour y parvenir. Le combat en faveur des droits des femmes ne pourra se faire qu'avec la participation importante de la société civile, dont les activistes luttent parfois au prix de leur vie. Afin d'améliorer leur sécurité et leur visibilité, PBI soutient SOMOS CDC, Arcoiris et le Mouvement de femmes pour la paix Visitación Padilla, des organisations féministes qui militent en faveur de la diversité sexuelle et des droits sexuels et reproductifs au Honduras.

[Peace Brigades International \(PBI\)](#)

Adrien Tourtelotte

Assistant en communication et recherche de fonds

Links

- [Peace Brigades International](#)